

# Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur l'engagement citoyen, à Paris le 31 août 2016.

Je n'ai pas pu, comme il l'a été dit, participer à l'ensemble des travaux. J'en ai eu la restitution à l'instant. Ce qui ressortait de la conclusion du président de l'Agence, c'était la force : la force de l'engagement, la force du collectif, la force de l'utilité pour soi et pour les autres.

En présence des ministres que je salue, des parlementaires, des grandes institutions, y compris sur le plan du financement - il ne faut jamais oublier cet aspect-là - d'entreprises qui se sont mobilisées, d'organismes multiples, je voulais rassembler les forces de l'engagement. L'Élysée n'aurait pas suffi tellement il y a de passions, tellement il y a d'envies, tellement il y a de dons - de dons individuels ou collectifs - pour cette grande cause.

J'ai voulu, d'abord, que soient présents ici les lauréats, les finalistes de « La France s'engage », tous ceux qui avaient participé à cette aventure. Car c'était une aventure, il y a deux ans, lorsque nous l'avons lancée. Faire en sorte qu'un chantier présidentiel ne soit pas simplement un équipement, une institution, mais puisse être des femmes et des hommes qui offrent à d'autres un service, une prestation, une solidarité qui jusque-là, n'existaient pas, et que la trace ne soit pas simplement un bitume, un béton, mais aussi une volonté, une solidarité une imagination.

J'ai voulu donc que puissent être, non pas simplement récompensés mais distingués, identifiés, des projets qui, jusqu'à présent, peinaient à se voir reconnaître et qui pouvaient, grâce à ce concours, « La France s'engage », trouver leur plein épanouissement, leur entier accomplissement et parfois leur réalisation la plus totale.

Il y a, ici, tous les représentants du monde associatif et des jeunes du service civique je crois les deviner il y a des membres des Réserves Opérationnelles, presque la future Garde nationale que le ministre de l'Intérieur a annoncée et nous nous sentons protégés. Protégés non pas simplement par des forces armées et je veux ici les saluer non pas simplement des services de la Protection civile, mais nous nous sentons protégés par nous-mêmes, par l'acte que nous portons, décider de nous porter nous-mêmes au service de la France.

Je veux également avoir une pensée pour les sportifs que je recevais il y a quelques jours, ces médaillés de la délégation française aux Jeux Olympiques, qui nous avaient donnés aussi une belle leçon, non pas simplement en obtenant des places sur un podium, mais en exprimant à chaque fois qu'il y avait une victoire ou qu'il y avait un succès, une réussite, un exploit, un message. Ce message était destiné à la France : qu'elle puisse avoir confiance en elle, qu'elle puisse se rassembler, qu'elle puisse montrer qu'elle sait résister à des épreuves mais aussi les dépasser. Chaque fois que les sportifs se sont exprimés, se sont adressés, après leur compétition, ils l'ont toujours fait en faisant référence à cet enjeu-là. Comme si le sport et c'est d'ailleurs sa vertu n'était pas simplement qu'une compétition par rapport à soi-même ou par rapport aux autres, mais une façon de nous élever ensemble.

Vous avez tous, les uns et les autres, à un moment de votre vie, refusé la passivité, la fatalité, la morosité et vous avez eu cette rencontre avec la fraternité. La fraternité, je le dis souvent, cela fait partie de ces mots de la devise républicaine, de ces valeurs que nous ne savons pas forcément nommer, dans ce que la traduction de ce mot, pourtant, signifie.

L'égalité, c'est simple, c'est d'avoir ce que les autres ont déjà. Et de revendiquer ce droit à être l'identique de l'autre, tout en étant pas son semblable. La liberté, il suffit d'en être privé pour

identique de l'autre, tout en n'étant pas son semblable. La liberté, il suffit d'en être privé pour savoir ce qu'elle représente et se rappeler des combats qu'il a fallu mener pour l'arracher. C'est pour cela que nous y tenons. Mais la fraternité, ce n'est pas la générosité ! La fraternité, ce n'est pas la charité ! La fraternité, ce n'est pas simplement la solidarité ! C'est bien plus que cela. La fraternité, c'est être capable de considérer l'autre, le citoyen, comme non seulement son égal, non seulement un être libre, mais comme son frère ou sa sœur. Et de faire en sorte que nous puissions vivre ensemble, et comme vous l'avez très bien dit, Monsieur le Haut-Commissaire, non pas seulement vivre, mais agir ensemble.

Mesdames et Messieurs, dans vos différentes associations, vos différents mouvements, dans vos multiples engagements, vous n'êtes pas des exceptions, vous êtes des exemples. J'ai voulu que l'engagement citoyen puisse être une grande cause, et qu'elle puisse donner confiance en la vitalité française, en la générosité, sûrement, en la créativité et donc dans la fraternité. Et surtout dans cette période de crise, de tension, de peur, de repli, de tentation, qui peuvent parfois nous conduire bien en-deçà de nous-mêmes, et pas au-delà.

J'ai évoqué le concours « La France s'engage ». Lorsque cette idée a été lancée je remercie Martin HIRSCH la question était : pourquoi retenir certains projets et pas d'autres ? Pourquoi faire le tri entre tant de bonnes initiatives ? Et puis à quoi servira forcément ce label, même s'il y a quelques moyens financiers qui peuvent permettre à ces associations ou à ces projets, de trouver leur concrétisation ? Et en fait, cela a suscité un grand engouement, et même les projets qui n'ont pas été retenus ont eu de la visibilité. Ce qui compte avec ce Concours, ce n'est pas simplement de gagner, ce n'est pas simplement même de participer, c'est d'être vu, compris par d'autres qui vont utiliser ce que vous avez, les uns et les autres, pu, à un moment concevoir. Aujourd'hui, je considère que l'innovation n'est pas simplement technologique ou économique, même si, sur ce plan-là, nous avons aussi d'autres concours. Elle est humaine et sociale, elle permet que de nouvelles solidarités puissent éclore, qu'une réponse concrète puisse être apportée à des problèmes vécus souvent par les plus vulnérables.

Aujourd'hui, nous avons ici salué les lauréats, 15 projets ont été sélectionnés. Ils s'ajoutent aux 62 qui avaient été retenus dans les phases antérieures. Et tous sont novateurs et utiles. Il y a ceux qui font la promotion de la lecture, mais vers des publics qui, jusqu'à présent, en étaient privés et qui, grâce à cette découverte du livre, vont se découvrir eux-mêmes et vont se changer. Il y a un projet sur les qualifications professionnelles, d'autres qui encouragent la création d'entreprise, qui facilitent la recherche d'emploi. Et il y a des projets qui rapprochent les ruraux et les citadins. Et il y a ce que l'on peut faire en direct avec les éleveurs, y compris donc du lait, et c'est en ce moment même, presque un symbole : être capable de montrer qu'on peut aussi avoir confiance dans l'avenir de cette profession, et que les consommateurs doivent être également responsabilisés, et également les industriels.

Il y a aussi le Réseau Cocagne, tout un programme, qui est un outil de réinsertion. Et je ne vais pas ici évoquer toutes les autres initiatives, comme « Sports pour tous », « Handi Surf », « Comme Les autres », « SIEL Bleu », « SIEL Bleu » qui permet aux malades chroniques d'avoir une activité physique. Et il y a la boxe. La boxe qui a été particulièrement brillante lors des Jeux Olympiques, la boxe qui a suscité un engouement très grand parmi les jeunes, parmi les moins jeunes. Et la boxe qui est apparue comme, aussi, un vecteur de citoyenneté. Pas seulement dans les quartiers où on pourrait laisser penser que finalement, il y en a qui auraient besoin de se défouler de cette façon. Non. La boxe au contraire comme élément d'élévation, comme élément de culture, et donc l'Académie Christophe TIOZZO a justement pu faire partager ses valeurs éducatives. Je veux saluer Sarah OURAHMOUNE puisqu'elle est là et qu'elle a fait grand plaisir de montrer que les femmes peuvent, dans toutes les disciplines aussi, participer et accéder aux récompenses les plus élevées.

Il y a enfin des projets qui rassemblent. Je dirais, tous les projets rassemblent. Je n'ai pas vu un projet individuel, vous savez, un projet qui serait fait par un individu pour lui-même. Il y en a qui peuvent avoir cette conception. Mais on ne peut rien faire tout seul et pour soi-même. Et, donc, il faut toujours faire avec les autres. Et c'est ce que vous avez fait avec l'Agora de la FAGE, des lieux de rencontre, d'échange, de solidarité. Et il y a aussi les maisons imaginées par l'association

LAZARE, dans lesquelles cohabitent des jeunes actifs et d'anciens SDF £ il y avait les hubs Léo de la Fédération LEO LAGRANGE et qui permettent à des jeunes de s'initier aux médias numériques £ il y a la musique avec ce que nous avons vu avec « Paris Mozart Orchestra » £ tout cela étant fait pour partager. Oui, permettre à celles et ceux qui n'ont pas accès, de pouvoir être libres de connaître ce qui peut, à un moment, être pour eux un facteur d'élévation, de dépassement et d'accomplissement.

Certains de ces projets sont portés par de grandes fédérations, grands mouvements et heureusement qu'il y en a, pour permettre cette éducation populaire £ d'autres par des associations créées pour l'occasion par des sportifs, des artistes, des agriculteurs, des chefs d'entreprise, des jeunes, des moins jeunes. L'engagement, c'est de multiples formes pour être utile. J'ai évoqué ce concours et ce qu'il a suscité, et même aujourd'hui cette passion qui fait que ceux qui ne sont pas retenus concourent pour l'année suivante, pour être encore plus convaincants, pour être à cette occasion-là retenus.

L'engagement, c'est aussi le service civique. Il monte en régime. En trois ans, le nombre de volontaires a triplé, nous sommes en train de franchir un nouveau palier je parle sous le contrôle du ministre et du Haut Commissaire 110.000 jeunes en service civique à la fin de l'année 2016 £ j'aurais même souhaité qu'il y en ait un peu plus, et l'objectif reste, d'ici 2018, que la moitié d'une classe d'âge, c'est-à-dire à peu près 350.000 personnes, jeunes, puissent accéder à un service civique.

Il y en a toujours qui veulent aller plus vite, qui disent : « Mais finalement, la meilleure façon de réussir le service civique, c'est de le rendre obligatoire ». Oui mais à ce moment-là, ce n'est plus un service fondé sur l'engagement, mais un service fondé sur la contrainte ! Parfois, la contrainte est nécessaire, mais elle ne peut pas correspondre à cette idée d'engagement qui est une volonté, une adhésion, une expression, une intention qui doit être ensuite traduite. Donc nous avons voulu que ce soit un service civique universel, c'est-à-dire que c'est à nous de vous proposer autant de missions qu'il est possible pour des jeunes de réaliser et d'accomplir. Et ce que nous voulons, c'est que les administrations, les associations, les collectivités locales, puissent avoir l'imagination pour permettre à des jeunes d'être les plus nombreux possibles en service civique. Et c'est ce qui en train de se produire avec le monde associatif, les mutuelles, les fondations, les syndicats, les structures de l'économie sociale et solidaire et les établissements et les services de l'Etat.

On va aller plus loin. La loi Egalité Citoyenneté va permettre que toutes les entreprises publiques puissent également faire appel aux services civiques. Les organismes HLM qui, là encore, utilement pourraient accueillir des services civiques, ne serait-ce que pour rendre des services à des populations âgées, ou à des jeunes qui peuvent être en difficulté, ou à des familles £ et nous voulons aussi que le service civique soit proposé partout, sur tout le territoire, aussi bien dans les espaces ruraux que dans les quartiers urbains. Nous voulons que ce soit pour toutes les catégories de jeunes, 60 % d'ailleurs des volontaires n'ont que le Bac ou moins £ contrairement à ce que l'on pense, le service civique, ce n'est pas simplement pour des étudiants dans un temps de césure, dans leurs activités éducatives. C'est véritablement ce que l'on doit proposer à chacune et à chacun de la manière la plus souple. Et c'est ce que je demande maintenant : que nous puissions mettre en réflexion le service civique qui est d'une durée nécessairement assez longue, six à huit mois - et que nous puissions aussi avoir des formules souples pour que nous puissions être les plus adaptés possibles aux besoins des jeunes. Et nous ferons en sorte que, avec les missions locales, nous puissions répondre à ces aspirations.

Au-delà du service civique, il y a la réserve. La réserve, c'était déjà ce que nos armées avaient organisé avec ce qu'on appelait « la Réserve » et qu'on appelle toujours la Réserve Opérationnelle. J'ai eu l'occasion - le ministre de l'Intérieur et le Premier ministre également - d'aller visiter un certain nombre de lieux où se faisait justement la formation des réservistes pour la Gendarmerie et pour la Police. Je dois saluer ces jeunes, parfois des moins jeunes parce que cela va jusqu'à 40 ans, qui passent une partie de leur été pour être disponibles ensuite pour des activités, dans le cadre de la Gendarmerie et de la Police. L'Armée avait aussi ses possibilités de

réserves et qui nous permettaient d'avoir, là encore, des renforts utiles dans des moments particulièrement cruciaux, et nous en connaissons. Nous avons voulu et j'en ai décidé ainsi rassembler toutes ces réserves pour en faire une garde nationale. La Garde nationale, cela rappelle l'Histoire, nous n'en sommes pas là. Mais la Garde nationale, c'est ce que nous pouvons constituer durablement pour apporter à nos armées, à notre Gendarmerie, à notre Police, mais aussi, on le verra, peut-être pour des missions sanitaires, des missions de protection civile, les renforts indispensables de personnels formés, mais qui sont des volontaires et qui sont donc désengagés. Et là encore, je veux me féliciter de l'engouement qui s'est produit.

J'ai interrogé beaucoup de jeunes quand je suis allé visiter ces lieux de formation. Je leur ai demandé : « Pourquoi vous vous êtes engagé dans la Réserve Opérationnelle, la future Garde nationale ? », c'était après le 14 juillet, après l'attentat de Nice. Ils m'ont dit : « Parce que nous avons voulu répondre à votre appel et nous avons considéré que c'était la Nation qui devait assurer sa propre sécurité. Nous avons considéré que nous ne pouvions pas tout demander, mais nous devons aussi tout offrir ». Et ils ne l'ont pas fait simplement pour des considérations patriotiques, même si beaucoup ont évoqué cet engagement et cette valeur. Ils m'ont dit : « Parce que nous considérons qu'à un moment, il faut que nous soyons là, présents, ensemble. » Nous voulons aussi qu'il y ait, à côté de cette Réserve, de cette Garde nationale, aussi une réserve civique citoyenne, et c'est ce que la loi Egalité et Citoyenneté prévoit. Là encore, il s'agit de demander à des citoyennes et à des citoyens de contribuer, sans chercher à être rétribué, contribuer tout simplement par l'action qu'ils peuvent offrir dans un certain nombre d'administrations, l'Education nationale, la Santé et l'Environnement mais il y en a beaucoup d'autres. Je veux saluer le Haut-Commissaire et ses services, parce que cela sera essentiel que cette Réserve puisse être maintenant véritablement bâtie, et que nous puissions offrir là encore des missions à tous ceux qui veulent s'engager. Sans attendre, j'ai demandé à chaque préfet de réunir dans le format prévu toutes les institutions permettant la mise en place de cette réserve civique.

Voilà pourquoi je voulais vous réunir, dans une période que chacun sait éprouvante et où notre pays s'interroge : Comment réagir ? Réagir en nous emmurant, en nous enfermant ? Réagir en réduisant l'Etat de droit ? Réagir en privant un certain nombre de nos compatriotes des libertés essentielles ? Réagir en ayant peur et en attendant que nous puissions lutter contre le terrorisme partout dans le monde ? Il y faudra du temps et nous le faisons ! Ou plutôt constituer un rempart moral, un rempart civique, un rempart citoyen contre le repli, justement, contre les peurs, de manière à ce que nous puissions nous retrouver sur les valeurs fondamentales.

Une démocratie vit avec ses institutions, mais elle vit aussi et surtout avec ses citoyens. Et les citoyens ne sont pas des acteurs subordonnés à l'Etat ou qui sont à côté de l'Etat. Ils ne remplissent pas leurs devoirs simplement en allant voter - même si, déjà, c'est un acte important, et qu'il ne faut pas oublier, parce qu'il a été lui-même arraché, conquis. Mais ce n'est pas simplement en payant des impôts - toujours avec un enthousiasme qui, chaque année, redouble, sans que l'impôt progresse ! Mais l'engagement, c'est être capable de donner son temps, de donner une partie de sa vie, de donner une partie de ce qui est pourtant le plus sacré, c'est-à-dire sa partie presque privée au service du public. Et cela, cela n'appartient qu'au citoyen. Et quand une démocratie s'en remet à ses élus, et seulement à ses élus, quand une démocratie doute d'elle-même, quand une démocratie finit par penser qu'elle n'est pas le bon système pour nous protéger, alors ce que l'on croyait le plus établi, le plus sûr, le plus éternel, le plus irréversible : la démocratie est elle-même en cause. Ce qui permet de préserver, de protéger, de prolonger même la démocratie, ce sont les citoyens eux-mêmes et leur engagement.

Je suis convaincu que la France se protégera sans avoir besoin de renier ce qu'elle est, de renoncer à ce qu'elle a été. La France n'a pas besoin de changer pour être toujours elle-même. Et ce que je crois profondément, c'est que parmi les atouts de notre pays, il y a l'engagement des Françaises et des Français. Cet engagement, il est celui des savants quand ils inventent, des artistes quand ils créent, des sportifs quand ils réussissent, des entrepreneurs lorsqu'ils créent de la richesse et de l'emploi. Il est aussi l'engagement de techniciens des ouvriers, des agriculteurs qui nous permettent d'avoir cette qualité de nos produits.

qui nous permettent d'avoir cette qualité de nos produits.

L'engagement, c'est aussi celui de nos concitoyens qui ne sont là que comme citoyens, sans se regarder autrement et qui veulent, après chaque épreuve - que ce soit une catastrophe, un attentat, une épreuve de la vie - créer suffisamment d'élan de solidarité pour que nous puissions avoir confiance dans notre propre avenir.

S'engager, c'est s'accomplir deux fois : une fois pour soi-même et une fois pour les autres, et si je puis dire, une troisième fois même, pour son pays. Vivre avec les autres, pour les autres, regarder les autres avec bienveillance, parce que l'autre, c'est soi-même, c'est ce qu'il ne faut jamais oublier, on est toujours l'autre de quelqu'un.

Je vous exprime ici ma gratitude pour le service que vous accomplissez sous différentes formes, pour ce que vous avez comme conscience de ce qu'est votre patrie. Une nation, ce n'est pas simplement une construction juridique, même si le droit doit être à chaque fois ce qui nous permet de nous rappeler qu'il y a des règles. Mais une nation, ce n'est pas simplement des institutions - même si c'est très important qu'elles puissent être respectées si elles sont respectables. Une nation, c'est une réalité humaine et une nation, ici, ce sont les Françaises et les Français, et la France ne sera demain la France, que s'il y a l'engagement des Français. Merci.